

L'AVENIR DE NOS RETRAITES: LE DÉBUT D'UNE LUTTE PROLONGÉE

A la veille des discussions sur l'avenir des retraites, la droite et le patronat persistent dans leur volonté d'augmenter la durée de cotisation et d'en finir avec la retraite à 60 ans. Fillon prône 41 années de cotisation comme première étape, Parisot jusqu'à 45 ans.

Depuis 1993, les attaques contre les régimes de retraites n'ont pas cessé. Débutées par la remise en cause des retraites du privé, elles ont continué en 2003 contre celles des fonctionnaires, puis fin 2007 contre les régimes spéciaux. Résultat : La pension du régime général ne représente plus que 43% du salaire lors du départ à la retraite et les retraites complémentaires ont baissé de 20% en dix ans.

Les différentes mesures mises en place (allongement de la durée de cotisation, décote, indexation sur les prix) ont toujours pour objectif de faire baisser le montant des pensions.

Les femmes les plus durement touchées

L'écart des pensions entre les hommes et les femmes est de 45%. Carrières plus courtes et salaires plus bas expliquent l'essentiel de cette inégalité persistante. Précarité, temps partiel et temps consacré aux enfants se conjuguent pour aboutir à des réalités dramatiques. Toute augmentation de la durée de cotisations et du nombre d'années de référence pour calculer la pension pénaliserait encore plus fortement les femmes.

Le prétexte de la démographie

Les évolutions démographiques sont régulièrement utilisées pour dramatiser la question des retraites. Contrairement à ce que dit le patronat, les dernières études montrent que la population active va continuer de croître jusqu'en 2015. Le nombre de cotisants, qui était censé fortement diminuer après 2015, va rester stable entre 2015 et 2030. Il n'y a, en France, aucun effondrement démographique qui justifierait le catastrophisme actuel visant à justifier les mesures de régression sociale déjà prises et celles que le gouvernement veut prendre dans l'avenir.

Financer un haut niveau de retraites, c'est possible!

Il y a 25 ans, sur 100 euros de richesse produite, 70 euros revenaient aux salaires. Depuis, la part des salaires n'a cessé de baisser (plus de 10 points) alors que la productivité du travail a continué de croître (plus de 50 %). La différence est allée enrichir des actionnaires qui en veulent toujours plus. Le seul retour à la répartition d'il y a 25 ans permettrait de dégager des milliards d'Euros; suffisamment pour augmenter les salaires et, par le biais des cotisations, sauver nos retraites améliorer les revenus des chômeurs et les remboursements de la Sécurité Sociale.

A l'heure où les entreprises du CAC 40 annoncent un bénéfice record de plus de 100 milliards d'euros en 2007, quand les parachutes dorés des grands patrons et les scandales de la spéculation financière alimentent la chronique des médias, c'est un choix politique, un choix de Société.

Pour financer les retraites, maintenir le niveau des pensions et éviter toute hausse de la durée de cotisation, il faut s'attaquer aux profits.

**POUR PRESERVER LES ACQUIS D'UN SIÈCLE DE LUTTES
POPULAIRES,**

**POUR NOS RETRAITES ET UNE PROTECTION SOCIALE DE
HAUT NIVEAU,**

TOUS ENSEMBLE,

faisons monter la pression sociale et la mobilisation unitaire

**La seule loi que ce gouvernement connaisse, c'est le
rapport de force**



LES ALTERNATIFS, 40 rue de Malte, 75011 PARIS
01.43.57.64.50. contact@alternatifs.org www.alternatifs.org